Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ambassade de France en Arménie
Service de presse

Revue de la presse arménienne des 18 et 21 mai 2013

I. Politique intérieure

1. Le PM a présenté le programme du « nouveau gouvernement » à l'AN/ Le PM a exposé les priorités du gouvernement pour les cinq années à venir : création d'emplois bien payés, augmentation des salaires et des retraites, soutien aux PME et à l'agriculture etc. Par ailleurs, le PM s'est engagé à contribuer à la création d'un environnement des affaires plus sain, où *« les privilèges, les abus de pouvoirs, la corruption et le sentiment d'être au-dessus des lois seraient prohibés pour tous »*. Tigran Sarkissian a qualifié cette démarche de révolutionnaire, *« une révolution qui ne se déroule pas dans la rue mais dans nos mentalités »*. Le discours du PM a été vivement critiqué par l'opposition s'agissant notamment de l'augmentation du prix du gaz.

Evoquant les propos du PM, selon lesquels la Russie vendait le gaz à l'Arménie au même prix qu'à la Biélorussie (189$) mais appliquait une taxe d'exportation de 30 % à l'Arménie, *168 Jam* estime que la raison pour laquelle la Russie a augmenté le prix du gaz est le refus de l'Arménie d'adhérer à l'Union douanière.

Après la présentation de son programme d'action, le PM a répondu aux questions des députés :
a) Concernant le salaire minimal : celui-ci passerait de 32 000 (près de 59 euros) à 45 000 drams (près de 83 euros) à partir du 1er juillet 2013.
b) Concernant le projet de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, le PM a indiqué que non seulement le gouvernement n'y a pas renoncé, mais que la réalisation du projet était déjà lancée.
c) Le gouvernement, dans la mesure de ses possibilités, attribuerait une aide et non pas un prêt aux paysans dont les récoltes ont été ravagées par la grêle.
d) La construction de la voie ferrée Iran -Arménie est à l'ordre du jour du gouvernement, un accord ayant été d'ores et déjà signé avec une société d'investissement.

2. L'AN a voté contre l'établissement d'une Commission ad hoc chargée d'examiner les événements du 1-er mars 2008 (48 pour, 58 contre, 2 abstentions)/ Cette proposition avait été présentée par le CNA en décembre dernier. Celui-ci s'est dit déçu et a accusé le parti Républicain de ne pas avoir respecté de sa promesse.

3. Les paysans de la région d'Armavir ont bloqué l'autoroute/ Les agriculteurs dont les récoltes ont été ravagées par la grêle ont bloqué, la veille, l'autoroute reliant Armavir et Erevan, exigeant de parler avec le Président ou le PM à propos d'une indemnisation. Ce n'est qu'après la négociation du vice-PM et du ministre de l'agriculture avec leurs représentants qu'ils ont libéré l'autoroute.

4. L'action désespérée des parents d'un soldat tué / Les quotidiens couvrent largement un événement dramatique, les parents d'un soldat tué dans une unité de Noyemberian ayant, en signe de protestation contre le climat régnant dans l'armée, décidé d'emmener le corps de leurs fils à Erevan et de le « remettre au Ministre de la Défense devant le siège du gouvernement » en présence d'une foule de manifestants. Ce n'est qu'après l'arrivée du Ministre que le père du soldat a accepté de ramener le corps de son fils dans son village.
Selon les médias, l'hélicoptère du Ministre de la Défense, lors de son déplacement dans la région de Noyemberian, aurait été soumis à une attaque aérienne de la part de la partie azerbaïdjanaise.

II. Relations extérieures

1. Déplacements du Ministre des AE Edvard Nalbandian/ En marge de sa visite à Cracovie pour une réunion des Ministres des AE du Groupe de Visegrád et des pays du Partenariat oriental, le Ministre des AE Edvard Nalbandian a eu des entretiens avec ses homologues andorran, norvégien, néerlandais, ainsi qu'avec le président de l'APCE, Jean-Claude Mignon.

III. Questions régionales

1. Rencontre Nalbandian-Mammédiarov à Cracovie / La presse du 18 mai reproduit la déclaration des coprésidents du GDM à l'issue de la réunion avec les Présidents arménien et azerbaïdjanais : « *Les coprésidents ont réaffirmé la nécessité d'éviter toute action ou déclaration susceptible de créer des tensions ou des dommages au processus de paix, et ont discuté avec les ministres d'un certain nombre de mesures pour aider à créer une atmosphère propice à la réconciliation. Les coprésidents se rendront de nouveau dans la région pour discuter de ces questions avec les présidents de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie* ».

IV. France- Arménie

1. Une députée française favorable à l'ouverture de l'aéroport de Stépanakert / Se référant au magazine *Nouvelles d'Arménie*, *Haykakan Jamanak* et *Hayastani Hanrapétoutioun* reproduisent la question écrite en ce sens de Mme Valérie Boyer, adressée au Ministre français des Affaires Etrangères.

Rédaction : Sonia Machinian

Hayastani Hanrapetoutioun- ***quotidien, journal officiel, tirage-6000 exemplaires ;*** *Hayots Achkhar*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage-3500 exemplaires ;*** *Azg*- ***quotidien proche du gouvernement, tirage- 3000 exemplaires ;*** *Haykakan Jamanak*- ***quotidien proche de l'opposition, tirage-6500 exemplaires ;*** *Aravot*- ***quotidien proche de l'opposition, tirage- 2718 exemplaires ;*** *Jamanak*- ***quotidien proche de l'opposition, tirage- 5300 exemplaires ;*** ***Hraparak-quotidien proche de l'opposition, tirage-3400 exemplaires ;*** ***Joghovourd-quotidien proche de l'opposition, tirage-3500 exemplaires ;*** *Chorrord Ishkhanoutioun*- ***quotidien proche de l'opposition, tirage-5700 exemplaires ;*** *Golos Arménii*- ***trihebdomadaire en langue russe proche du gouvernement, tirage-3425 exemplaires ;*** *Novoyé Vrémia*- ***trihebdomadaire en langue russe proche du gouvernement, tirage- 5 000 exemplaires ;*** *168 Jam*- ***trihebdomadaire proche de l'opposition, tirage- 5000 exemplaires ;*** *Respoublika Arménia*- ***bihebdomadaire, journal officiel en langue russe, tirage- 1500 exemplaires***

Réalisée à partir de publications arméniennes d'origines diverses parues au cours d'une journée définie, la présente revue de presse est un document de travail : il n'exprime en aucun cas les points de vue du gouvernement français sur les sujets abordés.